



Notre environnement, c'est notre santé

# COMMUNIQUE DE PRESSE

## COMMUNIQUE DE PRESSE

11 Octobre 2017

### Perturbateurs Endocriniens : l'engagement des Villes et des Territoires

Madrid, Stockholm, Paris, Lille, Limoges, Cœur d'Ostrevent, Grande Synthe, Guéret...dans les villes, les communautés de communes, mais aussi les hôpitaux, les maternités et les crèches, la mobilisation se développe pour éliminer les Perturbateurs Endocriniens. Les collectivités locales ont la capacité de peser par leur poids économique via la commande publique, mais aussi via leur capacité de mobilisation de la population. Preuve est aussi faite que ce n'est pas seulement une préoccupation des populations favorisées, mais que c'est aussi une préoccupation dans les communes populaires confrontées à la double peine : taux de chômage élevé et taux plus élevé de maladies chroniques. C'est le bilan de la journée organisée par le Réseau Environnement Santé qui a réuni près de 200 participants à Paris mardi 10 Octobre. Le principe d'une 2ème rencontre européenne à Paris en octobre 2018 a été acté.

Après le rejet par le Parlement européen du projet de définition des Perturbateurs Endocriniens présenté par la Commission Européenne, le discours de la Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la transition écologique et solidaire, Brune Poirson a apporté des éléments précis sur l'engagement du gouvernement :

La France remet en cause l'exemption pour les pesticides ayant des propriétés perturbateurs endocriniens et revient à sa position initiale sur la question de la définition des perturbateurs endocriniens.

Étiquetage des produits de grande consommation

Budget supplémentaire de 2 M € pour la recherche sur les perturbateurs endocrinien

La santé environnementale sera un axe majeur de la politique de santé dans le cadre de la Stratégie Nationale de Santé prévue pour décembre prochain

Ouverture d'un site d'information sur les perturbateurs endocriniens

Journée nationale sans perturbateurs endocriniens en 2018.

« Nous nous réjouissons de voir que la mobilisation de la société civile a été comprise du gouvernement, constate André Cicoella, président du RES. Nous attendons maintenant une traduction concrète dans les Etats Généraux de l'Alimentation, car 80 % de la charge en Perturbateurs endocriniens provient de l'alimentation.